



RÉSO

solidaire

RAPPORT
D'ACTIVITE

2
0
1
3



.....Activités du pôle

Soutien aux projets et à l'emploi

page 3

Formations, présentations et ateliers

page 5

Projets collectifs

page 6

Promotion ESS

page 10

.....Partenariats du pôle page 12

.....Fonctionnement du pôle page 14

.....Annexes page 16



 **RÉSO**
solidaire

...Activités du pôle

2013

RÉSO SOLIDAIRE EST BIEN ANCRÉ SUR LE TERRITOIRE. DE PLUS EN PLUS DE PERSONNES, STRUCTURES, ORGANISATIONS NOUS SOLLICITENT POUR DÉCOUVRIR L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE. LA LOI SUR L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ET SA MÉDIATISATION AMÈNENT UN PUBLIC NOUVEAU.

DES PARTENARIATS S'INSTALLENT. RÉSO SOLIDAIRE ÉLABORE DE MOINS EN MOINS DES ACTIONS EN SOLITAIRE, MAIS DE PLUS EN PLUS EN CO-PRODUCTION ET CO-ANIMATION.

SOUTIEN AUX PROJETS ET À L'EMPLOI

Mission d'accueil et d'orientation de demandeurs d'emploi

Primo-accueil, orientation de demandeurs d'emploi en ESS ou personnes souhaitant se reconvertir vers l'ESS

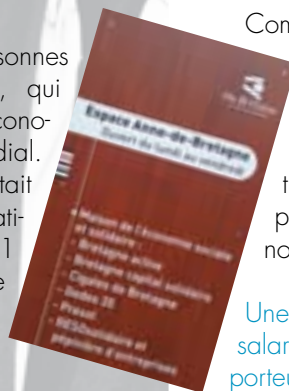
L'ESS est multisectorielle, variée et polyforme. S'y repérer lorsque l'on sort de l'école, que l'on arrive sur le territoire ou simplement que l'on veut redonner du sens à son travail peut parfois être compliqué. Réso solidaire facilite la mise en réseau, le repérage, l'accès à l'information pour les

demandeurs d'emplois ou les envies de reconversion professionnelle.

Pour faire face à la demande et avoir plus de visibilité, en 2013, nous avons restructuré nos actions vers ce public.

D'un temps d'accueil mensuel à une permanence hebdomadaire

Un temps d'accueil pour les personnes qui s'intéressent, qui s'interrogent, qui s'orientent ou qui créent dans l'économie sociale et solidaire est primordial. Jusqu'en juin, ce temps d'accueil était associé à la 1^{ère} partie de la « matinée du Vivier de compétences » (1 fois par mois). Depuis septembre 2013, chaque semaine, nous proposons une permanence tous les mardis de 16h30 à 19h.



Comme chez le coiffeur, ça marche avec ou sans rendez-vous ! Chaque mardi, un membre de l'équipe de Réso solidaire accueille le public. Première information, approfondissement d'une question..., nous sommes à disposition pour présenter l'ESS sur le territoire et ouvrir notre base de contacts.

Une quarantaine de chercheurs d'emploi ou salariés en réorientation mais également des porteurs d'idée ont été rencontrés lors d'un rendez-vous individuel en 2013

Rencontre mensuelle pour le Vivier de compétences

Jusqu'à juin 2013, un temps de rencontres, d'échanges et d'ateliers appelé « matinée du Vivier de compétences » était assuré une fois par mois à la Maison de l'économie sociale et solidaire. Depuis septembre, c'est au sein de L'Exploratoire que Réso solidaire anime le Vivier de compétences. En effet, évoquer le thème de l'emploi au sein de L'Exploratoire est plus que pertinent.

Avec une fréquentation de 8 à 15 personnes, cet espace de rencontre permet aux personnes en recherche d'emploi et aux porteurs de projet de créer, de se mettre en mouvement, d'échanger des « truc et astuces », mais aussi d'évoquer leurs expériences et rencontres... C'est avant tout un espace de création de leur réseau ESS, un temps d'écoute et de conseils.

60 personnes différentes ont fait partie en 2013 du Vivier de compétences



Atelier «Echu Eo» avec le Vivier de compétences

Mission d'accueil et d'orientation de porteurs de projet

Primo accueil et orientation de porteurs de projet ESS. Mise en réseau.

Réso solidaire est une porte d'entrée vers l'ESS pour des porteurs de projet (essentiellement des porteurs d'idée). Nous accueillons puis orientons en fonction du projet vers les structures les plus adaptées (Elan créateur, Oxalis, BGE, CCI, URS-COP, FD CIVAM, CRIJ, Adie...).

En 2013, nous avons accueilli moins de projets

collectifs que les années précédentes. Une spécificité contredit cela, le secteur des cafés/resto/lieux culturels associatifs ou coopératifs : nous constatons, en effet, une recrudescence des projets à l'échelle du bassin de vie. Un groupe thématique a été créé en partenariat avec les pôles des Pays de Vallons de Vilaine et de Brocéliande (Vallons solidaires et le BRAS).

La Pépinière de projets à la Maison de l'ESS

Deuxième année d'existence pour la Pépinière. Le but : proposer un espace de travail qui permette au porteur de projet de se consacrer efficacement au développement de son activité ou de son projet.

Avec le soutien du Département d'Ille et Vilaine, Réso solidaire gère une pépinière d'émergence de projets collectifs à la Maison de l'ESS. Il s'agit d'un espace de travail partagé au 5ème étage de la Maison de l'ESS pour des projets collectifs en

émergence (étude de faisabilité, montage, démarrage de la commercialisation...). Un bureau est attribué par projet pour une durée d'un an maximum avec toutes les facilités (internet, téléphone, copieur, café et présence immédiate des acteurs de la maison de l'ESS). En 2013, 3 projets ont pris leur envol vers des locaux adaptés à leur développement (Enercoop Bretagne, Garage Solidaire et Questions d'égalité) et 3 autres jeunes pousses les ont remplacés (Ozétudes, Rencontres solidaires et un projet de café).

Accompagnement des collectivités

Un certain nombre de projets d'économie sociale et solidaire sont impulsés, accompagnés ou portés par les collectivités territoriales.

Elles n'ont pas toujours le temps ou les compétences en interne pour travailler sur ces projets. Réso solidaire les accompagne donc.

🌀 Communauté de communes du Pays d'Aubigné : mise en place d'un SIEG (service d'intérêt économique général) pour la petite enfance.

🌀 Communauté de communes du Val d'Ille : suivi de la pépinière de Langouët, accompagnement d'Enfance Val d'Ille, point régulier sur différents sujets ESS.

Les mercredis de la création d'activités

FORMATIONS, PRÉSENTATION ET ATELIERS

Formation : compréhension des Marchés publics

Répondre à un marché public implique le respect de procédures très précises que ne maîtrisent pas forcément les entreprises de l'économie sociale et solidaire, particulièrement les petites.

En partenariat avec le service « commande pu

blique » de Rennes Métropole, Réso solidaire a organisé en juin une demi-journée de formation sur le cadre réglementaire des marchés publics. Il s'agissait de transmettre les éléments-clés pour une compréhension des marchés publics.

23 participants étaient présents.

Rencontre : financement de structures de l'ESS : PIA

Le Programme d'Investissement d'Avenir permet de renforcer les fonds propres et les quasi-fonds propres des entreprises du secteur de l'ESS (associations, fondations, coopératives et entreprises ayant un agrément solidaire). Il vise le cofinancement de projets créateurs d'emplois et le développement de modèles innovants de création d'acti

vités et d'entreprises. Réso solidaire a mobilisé 23 structures du Pays de Rennes sur ce temps d'information qui s'est déroulé à La Préfecture d'Ille-et-Vilaine début novembre 2013. Le fruit d'une collaboration entre La Caisse des Dépôts, Bretagne Active et la CRESS Bretagne.

Présentation : transformation d'une association en Scop -Scic

Les associations s'interrogent régulièrement sur leur évolution et leur statut. Réso solidaire, l'URSCOP et le Crédit Coopératif ont animé un petit déjeuner sur le thème : Quelles opportunités pour les associations de passer en Scop ou Scic ?

La présentation a accueilli 13 participants.

Présentation : la thématique de la trajectoire (de vie, de structure)

Des témoignages de professionnels qui ont des liens forts avec l'économie

Parce que les parcours de vie de professionnels en lien avec l'ESS sont particulièrement intéressants et que leur passé nourrit leurs actions présentes et leurs envies futures, nous avons souhaité proposer (dans le cadre de notre partenariat avec L'Explora-

toire) un rendez-vous mensuel ouvert à tous sur le temps du midi : un témoignage de professionnels de l'ESS. Un témoignage qui décrypte les étapes, les déclics, les rebondissements dans la vie des invités : Anne-Laure Desgris en octobre 2013 et Nicolas Debray en novembre 2013. Une vingtaine de participants à chaque témoignage.

Des « histoires » de structure sociale et solidaire

Dans la continuité des « visites de coopératives » initiées en 2012, nous avons programmé sur l'année 2013 deux visites associatives pour apprécier la « trajectoire » de la structure : comment s'est-elle construite, quels ont été les moments phares, quels ont été les rebondissements ?

Ces visites se sont déroulées en petits comités, cela a été très riche pour l'interconnaissance, le partage et la transmission de l'histoire des structures.

Parenbougé en octobre : comment l'association s'est-elle construite et comment a-t-elle réussi à développer de nouveaux services en 10 ans ?

La Ligue de l'Enseignement en décembre : comment et pourquoi être une association fédérée ? Avec les témoignages de La Maison Bleue, du Cercle Paul Bert et de la Compagnie 3ème Acte.

PROJETS COLLECTIFS

Innov'deiz : une journée sur l'innovation

On parle souvent d'innovation sociale, mais qu'est-ce que c'est ? Parce que voir, toucher et échanger est souvent plus efficace qu'une longue définition, Réso solidaire a participé à l'organisation de la journée Innov'deiz à Rennes, pour partie au sein de la Maison de l'économie sociale et solidaire.

Portée principalement par la CRESS Bretagne, BDI (Bretagne Développement Innovation) et les cafés économiques de Bercy, cette journée a rassemblé plus de 200 participants pour une vingtaine d'ateliers, du réseautage, des échanges. A cette occasion, une centaine d'innovations sociales en Bretagne ont été collectées et valorisées, dont les coopératives jeunesse de services.

Les Coopératives jeunesse de Services (CJS) : un projet en provenance du Québec



Réso solidaire, en partenariat avec la coopérative d'activités et d'emploi Elan créateur et de nombreux acteurs du quartier de Maurepas à Rennes, a monté la première CJS de France, en coordination avec celles de Quimper et de Quintin.

De quoi s'agit-il ?

C'est un projet en provenance du Québec.

Ce sont des jeunes de 16 à 25 ans, qui mettent sur pied leur propre coopérative de travail afin d'offrir des services au sein de leur quartier tout au long de l'été.

Pour les jeunes, la CJS répond au besoin de trouver un emploi d'été rémunéré, mais son impact ne se limite pas à ça. La coopérative initie les jeunes au fonctionnement démocratique d'une entreprise, à l'organisation collective du travail, à la gestion coopérative et au fonctionnement du marché. Permettre aux jeunes de vivre grandeur nature la gestion d'une entreprise coopérative. Concrètement, la CJS produit une activité économique qui génère des salaires. Il leur faut définir les prestations vendues, calculer les prix, faire connaître leur offre de service, gérer les plannings, se répartir des fonctions de direction, de marketing, de comptabilité, ainsi que les bénéfices...

A Rennes,

Ils ont été encadrés par deux animateurs (Elsa Vivier et Thomas Coeffet) et soutenus par un comité local qui regroupe des professionnels de coopératives, de l'emploi, du secteur économique et de structures jeunesse. 18 jeunes entre 16 et 18 ans du quartier de Maurepas, et plus largement de Rennes, ont réussi à faire un chiffre d'affaires de plus de 4500€ lors de l'été 2013. Prise de responsabilités, découverte de l'entreprise coopérative, confiance en soi, aventure collective, autant d'apports pour les jeunes.

Et pour Réso solidaire, cela a permis d'élargir le réseau de partenaires (structures jeunesse, Citélab, CUCS...), d'avoir de nombreux articles dans la presse et d'innover en donnant envie de monter des coopératives.

Le Grande Ourse : la plateforme Petite enfance

En 2013, la plateforme petite enfance a construit des outils, les a testés et s'est trouvé un nom : la Grande Ourse. Il s'agit d'avoir, pour les lieux d'accueil petite enfance associatifs (crèche, multi-accueil...), un outil de diagnostic, quasiment exhaustif, sur les aspects comptabilité, gestion et ressources humaines. L'association a également

travaillé sur la façon d'apporter des services de qualité qui s'adaptent aux besoins et au fonctionnement de chaque structure.

Réso solidaire a continué à participer à la création d'une plateforme, particulièrement sur les fonctions supports.

Repas des salariés uniques : un rendez-vous mensuel

Sur le temps du déjeuner, des salariés uniques d'associations se retrouvent pour échanger autour de leurs fonctions et métiers. Au 1^{er} semestre, les rencontres mensuelles se déroulaient chaque mois à la Maison de l'économie sociale et solidaire. Depuis septembre 2013, pour plus de convivialité et d'interconnaissance, les rencontres se

passent dans la structure d'un des participants. La régularité des rencontres est importante pour la création d'un réseau très local d'une « catégorie de salariés ».

Ces déjeuners ont touché 6 personnes sur l'année 2013 pour 8 repas réalisés.

Les mercredis de la création d'activités pour les jeunes à la Mission locale



Les rencontres collectives du début d'année 2013, entre partenaires de la création d'activités pour un public jeune, ont permis, dès octobre, de mettre en place mensuellement des « journées de la création d'activités » au sein de la Mission locale de Rennes – La Parcheminerie. La présence de Réso solidaire est ponctuelle mais apporte un regard global. L'interconnaissance entre professionnels est également favorable aux dynamiques locales.

Le Phare : le projet de construction d'un immeuble dédié à des structures de l'ESS

Réso solidaire, avec la Coop de Construction comme assistance à maîtrise d'ouvrage et l'Atelier du Canal comme cabinet d'architecte, coordonne ce projet dans le cadre de la réhabilitation du quartier du Blossne à Rennes. Il s'agit de construire

un immeuble de l'ESS permettant d'accueillir des sièges d'entreprises, des logements, des locaux partagés et des services. 4000m² partagés sont prévus pour 2017.

Impact&ValuESS : le nouveau projet européen France-Angleterre



Après une période de préparation d'environ un an, le projet Interreg Impact&ValuESS a été approuvé et lancé au mois de septembre de cette année 2013. Impact&ValuESS s'inscrit dans le cadre du

programme de coopération transfrontalière Interreg IV A France (Manche)-Angleterre, et fait suite à un premier projet de ce type dont Réso solidaire était partenaire. Réso solidaire porte cette fois-ci le projet en tant que chef de file, en partenariat avec l'ADESS du pays de Brest et l'organisation anglaise South West Forum. Le projet a pour thème la diversification des ressources et le développement de nouveaux partenariats dans l'ESS en France et en Angleterre, et plusieurs champs d'actions autour de ces questions sont prévus.

comité de pilotage a eu lieu début octobre, réunissant tous les partenaires du projet pendant deux jours à Exeter, en Angleterre. Ces rencontres de travail ont permis de développer une culture de travail commune, d'échanger les contextes actuels et d'arrêter un plan d'action pour le lancement du projet.

Par la suite, les partenaires se sont lancés dans le travail action par action : des échanges d'informations dans le cadre d'un benchmarking autour de l'utilité sociale et de l'impact sociétal de l'ESS dans les deux pays, en vue de préparer des groupes de travail acteurs/collectivités autour de l'utilité sociale ; l'élaboration d'un questionnaire sur les mesures d'impact ; la préparation d'une journée de visite et d'échange de pratiques sur les stratégies de communication. Cette fin d'année a permis aux partenaires de bien s'approprier les thématiques et questions croisées soulevées dans le cadre de notre projet. 2014 donnera lieu à l'implication des acteurs locaux des deux côtés de la Manche, à travers des rencontres transfrontalières.

Une première rencontre à Rouen au mois de septembre, organisée par l'autorité de gestion du programme Interreg, a permis de se regrouper une première fois, et de bien situer le projet au regard des exigences communautaires (organisation de la gestion administrative et financière du projet dans le respect des règles européennes). Le premier



Le Dispositif Local d'Accompagnement

La part du budget ingénierie mobilisé a été en légère progression sur les quatre dernières années. Il est quasi le même en 2012 et 2013.

Le secteur culture (au spectre d'activités très large) reste le plus demandeur. C'est le secteur le moins fédéré et pour lequel le bouche à oreille fonctionne le mieux. Les accompagnements des structures culturelles sont ceux qui traitent le plus d'éléments sur un seul et même temps d'accompagnement.

Le secteur insertion/emploi reste le 3ème secteur le plus accompagné au regard du budget ingénierie individuelle engagé, même si l'activité diagnostic/pré-accompagnement a été très faible en 2013 sur le secteur de l'IAE (insertion par l'activité économique).

Pour les personnes impliquées, la situation de crise reste toujours le principal obstacle pour prendre du recul dans une situation qui les submerge. Il est important que le DLA agisse vite dans une situation de crise mais sans se mettre dans l'agitation et l'urgence. Face à une situation d'alerte pour un sauvetage économique, on peut avoir tendance à plonger rapidement pour chercher à changer la situation. Le premier besoin du DLA reste de poser un état des lieux qui permet tout d'abord à la structure de prendre du recul et de sortir la tête de l'eau.

La thématique « projet de structure » est prédominante, mais n'est souvent qu'une des thématiques traitées. Une fois que le projet est bien clarifié (le « quoi »), la réflexion se déplace sur le champ du « comment ».

La question de la gouvernance (l'organisation de la prise de décisions, le partage de rôles) est un point majeur très souvent abordé. Les demandes sont en revanche très rarement uniquement ciblées sur ce point, même si un accompagnement à la bonne gouvernance mériterait souvent une ingénierie à part entière.

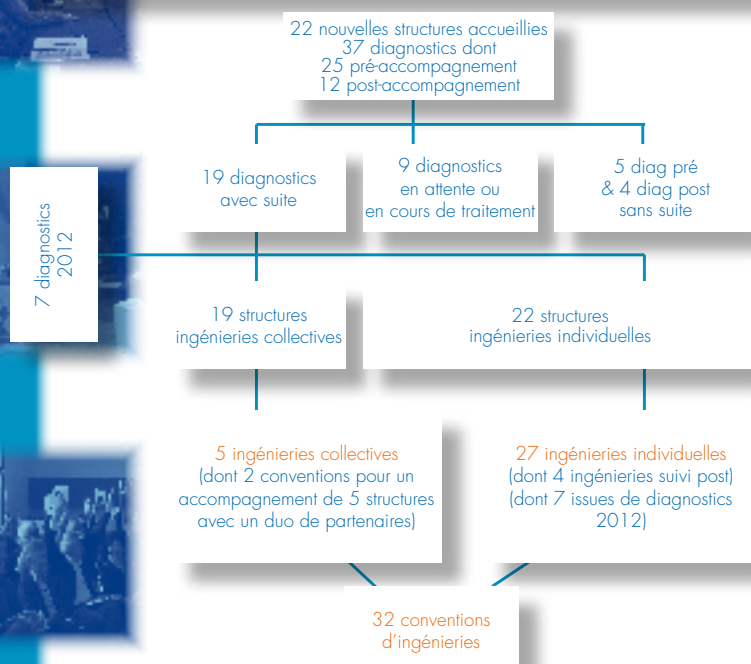
A l'heure des rapprochements associatifs et des mutualisations, nous observons une demande montante sur l'aide à l'émergence et à la formalisation d'espaces de collaboration, de mutualisation et de coopération. La fusion est aussi une thématique d'accompagnement montante. Un travail sur la fusion nécessite un préalable, celui de la mise en confiance. Le travail sur soi, et notamment sur le projet individuel, renforce la confiance en soi et sécurise la construction d'un projet collectif avec les autres. Ce qui milite une nouvelle fois pour l'importance de la thématique « projet de la structure ».

La part des ingénieries collectives, qui était en diminution constante entre 2010 et 2012, a pris un chemin de croissance en 2013. En termes de charge, la durée moyenne des missions 2013 est restée proche des 5 jours.

Changer de statut juridique, passer du statut association au statut SCOP ou SCIC : beaucoup en parlent, peu passent à l'acte. Derrière la formulation de la demande « j'envisage de passer en SCIC » se cachent souvent des « non-dit », et il peut y avoir un écart notable entre le besoin exprimé et le besoin réel. Très souvent, les personnes pensent que c'est en changeant de statut qu'elles vont résoudre leur(s) problème(s) de gouvernance, de participation, de renouvellement des bénévoles, de rapport avec les partenaires, de démocratie, de vie coopérative, de finances... Avant « J'envisage de passer en SCIC » (phrase qui évoque une solution), il faut souvent revenir à la question « C'est quoi votre problème ? Qu'est-ce que vous cherchez à résoudre ? »

Les demandes sur la « stratégie de recherche de nouveaux financements », « la mise en place du mécénat » et « le développement des relations associations/entreprises » sont assez nombreuses. Paradoxalement, elles ont été assez peu traitées spécifiquement. Tout d'abord, une « stratégie de recherche de nouveaux financements » est souvent difficile à traiter sans quelques préalables, dont un travail sur soi, sur le projet stratégique. Une structure qui n'est pas claire sur son ambition n'est pas en capacité d'agir efficacement sur l'externe. Entre 2011 et 2013, 55 prestataires différents sont intervenus (pour 107 missions). Ceci reflète une bonne diversité et donc aussi une bonne efficacité du processus d'appel d'offres en place.

87 structures au total en contact avec le DLA sur l'année 2013





Réso solidaire porte 3 postes salariés de « facilitateurs de clauses sociales » pour le compte de la MEIF dans le cadre du programme cofinancé par l'Union Européenne intitulé Guichet Unique « ATOUT CLAUSES ».

L'équipe s'est renforcée en septembre 2013 avec l'arrivée de Séverine Le Cam. Par ailleurs, le coordinateur du Guichet Unique et chargé du suivi de l'ESS à Rennes Métropole, Alain Busson, est parti à la retraite à la fin de l'année.

Les trois facilitateurs ont un rôle d'accompagnement de la Maîtrise d'Ouvrage par la sensibilisation et la formation des potentiels donneurs d'ordre à l'enjeu d'intégration des clauses sociales dans les marchés. A chaque fois, il s'agit de convaincre le maître d'ouvrage de tester l'intégration d'une clause dans son marché. Le calibrage du nombre d'heures qui sera exigé de l'entreprise repose sur un échange avec le futur donneur d'ordre, sur un décryptage des tâches qui seront confiées et sur des pré-requis pour le candidat en situation d'insertion.

En 2013, c'est 328 marchés « brassés », 142 entreprises utilisatrices, 550 personnes placées ou observées en emploi (87% d'hommes, 17% de - de 26 ans, 22 % résidant en territoire CUCS), environ 80 000 heures d'insertion en marchés de travaux et 102 000 en marchés de service, 12 conventions d'insertion avec support d'activité.

De nouveaux donneurs d'ordre ont expérimenté la mise en place d'une clause sociale dans un marché avec l'accompagnement du guichet : Le Conseil d'Etat, le Conseil Régional, la Caisse d'Allocations Familiales, l'Université de Rennes 2. L'enjeu de diversité dans les missions proposées au titre de la clause sociale conduit l'équipe à rechercher de nouveaux maîtres d'ouvrage, sur d'autres types de marchés (prestations de services type enquêtes, études, ...) et prestations intellectuelles. Les enjeux de la diversification des marchés « clauses » sont importants : toucher le public féminin en difficulté d'insertion autrement que via les marchés de service de nettoyage, et ne pas cantonner le public en difficulté d'insertion aux seuls métiers du bâtiment.



15 juin 2013. Ouest France

L'idée à creuser : vers un incubateur ESS

Réso solidaire a lancé en 2013 une réflexion en interne au sein du conseil d'administration sur la mise en place d'un espace d'expérimentation, d'innovations, d'initiatives et de développement de projets d'ESS sur le territoire. Comment apporter des réponses d'ESS aux besoins du territoire ? Comment soutenir et accompagner dans la durée les projets innovants

socialement et les initiatives d'ESS ? Comment dupliquer et implanter des structures ESS existantes dans d'autres territoires sur le nôtre ?

C'est à partir de ces trois questionnements croisés qu'est née l'idée de création d'un incubateur à Rennes comme il en existe déjà par exemple à Montpellier, Bordeaux, ou Nantes.

PROMOTION ESS

L'inauguration de la Maison de l'Economie Sociale et Solidaire

L'année a démarré en fanfare puisque le 21 janvier, notre ministre de l'ESS, Benoît Hamon, est venu inaugurer la Maison de l'économie sociale et solidaire dans laquelle Réso solidaire a ses locaux. Plus de 250 personnes étaient présentes, dont beaucoup d'élus ; l'occasion pour beaucoup de découvrir l'ESS.



La valorisation sonore des rencontres

Partant du constat que l'économie sociale et solidaire avait trop peu d'outils de valorisation des actions et des structures et que les façons de faire, les évolutions, l'histoire des structures étaient d'une grande richesse, Réso solidaire a souhaité que certaines de ses activités soient enregistrées. Il s'agit de rendre disponibles à tous des extraits sonores pour un usage « post action ». De manière à ne pas ajouter une charge de travail démesurée,

la prise de son et le traitement ont été effectués par Amélie Tessens (en service civique de novembre 2013 à mai 2014), sur des actions que Réso solidaire aurait effectuées même sans la valorisation sonore : témoignages de professionnels et visites associatives. Un bénévole journaliste, Nathanaël Simon, a été également fortement impliqué sur la technique du traitement du son et le prêt du matériel.

La newsletter relookée

La newsletter de Réso solidaire a été retravaillée au printemps 2013 pour s'adapter au nouveau format des portraits, améliorer la lisibilité des annonces et ainsi offrir une lecture et une navigation plus agréables aux mille destinataires. Les 10 newsletters de 2013 ont annoncé une quarantaine d'événements autres que ceux de Réso solidaire, de « la journée sur l'herbe » au « Super Marché des créateurs », en passant par « une réunion d'information de l'AVIE ». La newsletter mensuelle est composée d'un portrait, d'un agenda (nos actions et celles du territoire) et d'une partie annonces (appels à projet, publications, enquêtes...).





La création de la lettre d'information pour les membres

Pour que chaque adhérent soit au fait de l'ensemble des activités et actions de Réso solidaire, nous publions une lettre d'information à destination des membres 2 à 3 fois par an. Le but est de favoriser la vision globale des actions de Réso solidaire auprès des membres, de tenir informés

les adhérents de cette diversité d'activités et de proposer ainsi une meilleure connaissance de la dynamique ESS sur le Pays de Rennes. Nous y intégrons également la liste des adhérents pour que des échanges et rencontres se créent, même en dehors de Réso solidaire.



La création de la page facebook/resosolidaire

<https://www.facebook.com/resosolidaire>

Activée pour la rentrée de septembre 2013, la page facebook de Réso solidaire est complémentaire à la newsletter et au site internet. Elle permet

de réagir rapidement, de transmettre sans attendre de l'information ESS, mais également d'annoncer nos événements ouverts à tous. Ce réseau social est également un outil de veille sur les activités des partenaires, et plus globalement sur l'ESS.



Le site Internet comme vitrine des activités

www.resosolidaire.org

Un site vitrine des activités de Réso solidaire. On y trouve l'agenda de Réso solidaire, les informations essentielles sur les actions en cours, les documents des ateliers et formations, la vie du pôle, les deux séries de portraits « leur travail a du sens » et

« la coopération en coopératives ». Les newsletters y sont également archivées. Le nombre de visiteurs a légèrement augmenté en 2013 par rapport aux années précédentes, avec une augmentation de 3% des visites effectuées par référencement à un autre site Internet et un accroissement de 30 secondes du temps moyen passé sur le site.



Le programme pour les activités régulières

Une présentation des activités régulières et structurantes sur l'année scolaire. Informer les personnes morales et/ou personnes physiques du territoire sur les activités du pôle ESS Pays de Rennes. Un

programme annuel 2013-2014 avec les temps de rencontres, les formations, les déjeuners, les témoignages...



Partenariats du pôle

Avec des structures et réseaux de l'ESS

Réseau des pôles ESS en Bretagne

Réso solidaire participe activement au réseau des pôles, animé par la CRESS. Lors des rencontres plénières ou thématiques, les différents pôles de la région (16 pôles en 2013) échangent des pratiques, des réflexions, des innovations, mutualisent, s'entraident...

La CRESS (Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire de Bretagne)

Réso solidaire est membre de la CRESS. De plus, le pôle participe, en lien avec le réseau des pôles ESS, à plusieurs réflexions animées par la CRESS : la sensibilisation des jeunes à l'ESS, la plateforme de suivi de la Stratégie Régionale de Développement de l'ESS, le parcours global d'accompagnement des porteurs de projet en ESS, le Mois de l'ESS...

Le GEDES 35 (Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire de Bretagne)

Réso solidaire est membre du groupement d'employeurs de l'économie sociale pour 2 mises à disposition : Nicolas Lefébure comme comptable et Gwenn Broudic comme assistante. Emmanuelle Rousset représente le pôle au conseil d'administration et au bureau du GEDES 35. Elle est devenue présidente du groupement suite à l'AG de 2013. Le groupement d'employeurs emploie 22 personnes en emploi partagé dans 64 associations.

Le CRIDEV (Centre de documentation et d'échanges pour la solidarité internationale)

Dans le cadre de ses activités, le CRIDEV s'intéresse fortement à l'économie sociale et solidaire et à sa diffusion auprès des personnes sensibles à la solidarité internationale. Le CRIDEV a ainsi proposé une soirée Grand bazar sur le thème des outils-jeux sur l'ESS – une animation en partenariat avec le CRIJ et les étudiants de l'IUT carrière sociale. Des rencontres régulières permettent de se tenir au courant des projets en cours et des envies d'actions, une manière de diffuser plus largement les valeurs de l'ESS et de travailler la subsidiarité. Réso solidaire retrouve également le CRIDEV dans le groupe de travail régional « éducation à l'ESS ».

Le CRIJ (Centre régional information jeunesse)

Les travaux collaboratifs avec le CRIJ tournent autour de l'intégration de l'ESS dans la vie quotidienne des jeunes, de l'éducation à la citoyenneté. Il s'agit principalement de suivre les actions du CRIJ, de relayer ses initiatives (Grand Bazar, TamTam...) et de s'engager avec lui sur certains projets (ex : Piment, la création d'activité).



Avec les collectivités

Rennes Métropole

Réso solidaire rencontre régulièrement les élus et techniciens de l'agglomération pour échanger autour des problématiques du territoire. En 2013, Alain Busson, technicien chargé (entre autres) de l'ESS, est parti en retraite. Son remplacement est prévu en 2014 avec, on l'espère, un peu plus de temps consacré à l'ESS.

Communauté de communes du Val d'Ille

Un des partenaires historiques du Pôle ESS depuis sa création, avec qui le travail de partenariat est fort. Réso solidaire a été sollicité par la Communauté de communes pour accompagner l'association Enfance Val d'Ille.

Le Département d'Ille-et-Vilaine

Au-delà des dossiers habituels traités avec le Département (mécénat, DLA, appel à projets innovants...), le chantier de l'année a été la jeunesse. En effet, le Département a de suite soutenu la mise en place de la coopérative jeunesse de services (CJS) sur Maurepas et Réso solidaire a participé à plusieurs temps de travail et de réflexion sur les jeunes et l'emploi. Réso solidaire a également reçu le Comité consultatif de l'ESS pour partager les enjeux du territoire et présenter le pôle.



La Ville de Rennes

Pour la première année, Réso solidaire a travaillé en partenariat avec la Ville de Rennes à l'occasion de la CJS. La direction de quartier Nord Est et le service jeunesse se sont particulièrement investis dans cette aventure.

Avec d'autres acteurs du territoire

La MEIF (maison pour l'emploi, l'insertion et la formation)

La MEIF coordonne le guichet unique Clauses sociales « Atout clause ». En 2013, une troisième facilitatrice, chargée aussi de l'accompagnement des parcours, a été embauchée. Cela porte à trois le nombre de facilitateurs. Ils sont salariés de Réso solidaire et mis à disposition de la MEIF.

Réso solidaire co-anime avec la MEIF (représentée par Camille Huet, chargée de mission territoriale) le groupe de travail « Lever les freins à l'emploi ». Ce groupe a pris fin en 2013, faute de mobilisation sur le sujet. Il a été réorienté en partie comme instance de suivi de la « plateforme Mobiliclés ».

L'Exploratoire

Depuis septembre 2013, Réso solidaire propose des animations mensuelles sur le thème de l'emploi et de l'ESS au sein de L'Exploratoire. Le partenariat mis en place permet d'élargir notre portée auprès d'un public en recherche d'emploi, et permet aux personnels de L'Exploratoire de proposer une réponse ESS aux demandes. Ce partenariat répond parfaitement à l'organisation territoriale d'une réponse ESS dans un lieu non spécifique ESS.



Mission locale

Le partenariat avec la Mission locale de La Parcheminerie se résume sur la thématique de la création d'activité pour les jeunes. La mise en place d'un atelier mensuel résulte d'un travail partenarial entre les différents acteurs de la création d'activité sur Rennes : Elan créateur, BG35, Adie, CitéLab, CRIJ...



L'université Rennes 1

L'IUT Carrière sociale de l'Université de Rennes 1 propose chaque année à ses étudiants de travailler sur la création d'outils ESS. L'année 2013 a été innovante car les travaux des étudiants ont été intégrés à une démarche régionale d'« éducation à l'ESS ». Réso solidaire a été partenaire de cette action en recevant plusieurs groupes d'étudiants dans la phase de création de leur outil et en participant à la restitution.



Le Codespar

Réso solidaire est membre du Codespar dans le collège « entreprises et activités économiques ».

Fonctionnement du pôle

MEMBRES DE RÉSO SOLIDAIRE 2013 (AU 30 DÉCEMBRE)

EN 2013, 302 PERSONNES ET 118 STRUCTURES DIFFÉRENTES (AU MINIMUM) ONT PARTICIPÉ AUX ACTIVITÉS DE RÉSO SOLIDAIRE.

CE CHIFFRE EST EN LÉGÈRE DIMINUTION, PARTICULIÈREMENT POUR LES STRUCTURES, DU FAIT DE LA MOINDRE PARTICIPATION DES ASSOCIATIONS. EN 2013, RÉSO SOLIDAIRE N'A PAS ÉTÉ À L'INITIATIVE DE GRANDS ÉVÉNEMENTS ; NOUS NE TENONS BIEN SÛR PAS COMPTE DES 250 PARTICIPANTS À INNOV'DEIZ. EN 2012, NOUS AVIONS, ENTRE AUTRES, PRIS EN COMPTE LA RÉUNION D'INFORMATION SUR LE MÉCÉNAT.

LES ACTIVITÉS QUI FONCTIONNENT LE MIEUX SONT LES INFORMATIONS COLLECTIVES ET LES ATELIERS DE FORMATIONS-RÉFLEXIONS (VIVIER DE COMPÉTENCES, MARCHÉS PUBLICS...).

ON NOTE TOUJOURS UNE AUGMENTATION DES DEMANDES DE PORTEURS DE PROJET ET SURTOUT DE DEMANDEURS D'EMPLOI.

PARMI LES STRUCTURES PARTICIPANTES

10 coopératives, 5 mutuelles, 75 associations, et 28 « divers » (syndicats, entreprises, université, État...), ce qui montre le travail partenarial élargi de Réso solidaire.

Le tout dans des secteurs d'activité très variés : création d'entreprise, petite enfance, culture, handicap, construction, insertion, logement, éducation populaire, services à la personne, santé, environ-

nement, loisirs...

Parmi les participants, deux grandes familles : ceux qui participent régulièrement à nos activités (20%) et ceux qui viennent ponctuellement à un atelier ou à une rencontre. Les membres participent toujours relativement peu aux activités proposées par Réso solidaire, même si cela est en augmentation cette année.

DU CÔTÉ DES MEMBRES

2013 a vu pour la première fois la mise en place de cotisations payantes, allant de 10 à 180€.

9 coopératives, 1 mutuelle, 1 collectivité, 27 associations et 24 personnes physiques.

La part des coopératives augmente et passe de 14% à 24% des membres personnes morales alors que les associations passent de 79% à 71%.

En 2013, il y a 62 membres soit 10 de moins qu'en 2012.

Le nombre de membres a légèrement baissé, particulièrement parmi les toutes petites associations. Par contre, on remarque une plus grande participation des membres aux activités du pôle.

LA RELATION AVEC LES BÉNÉVOLES

Plusieurs bénévoles ont été actifs et ont donné de leur temps pour des projets de Réso solidaire. Il y a notamment :

Amélie Tessens est passée du statut de « participante » à la CJS de Maurepas à l'été 2013 à celui de jeune en service civique à Réso solidaire en novembre 2013.

Nathanaël Simon, journaliste, a réalisé les chroniques estivales de la CJS de Maurepas à Rennes <http://bit.ly/chroniquescjsrennes2013>

Stéphanie Babuin, documentaliste, a analysé, repéré et organisé la veille sur le thème de « supports ludiques ESS ».

L'ÉQUIPE DES SALARIÉS

En 2013, l'équipe de salariés se compose de 3 CDI (Emmanuelle Rousset directrice, Elodie Duval chargée de mission animation et communication, Gwenaël Hervé chargé de mission DIA) et de 3 CDD (Elsa Vivier sur les CJS, Nevenka Krizic sur Interreg et Manon Valy en

emploi d'avenir comme agente administrative) plus les 3 facilitateurs de clauses sociales mis à disposition de la MEIF.

A cette équipe s'ajoute 2 salariés en temps partagés via le GEDES 35 (Gwenn Broudic comme assistante et Nicolas Lefebure comme comptable).

LE FONCTIONNEMENT DES INSTANCES

Les membres sont répartis selon 3 collèges : le collège Compétences, le collège Acteurs de l'ESS et le collège Territoires. On ne peut être membre que d'un seul collège.

 **Le collège Compétences** est composé des salariés de Réso solidaire et des personnels mis à disposition de Réso solidaire.

Le Conseil d'administration comprend 9 membres, renouvelables par tiers. En 2013, Nicolas Debray, directeur de la SCIC Enercoop, est entré dans le collège Acteurs de l'ESS.

Emmanuelle Rousset, Nelly Lechaplain et Elodie Duval ont été réélues dans leurs collèges respectifs. Le CA est composé de 45% de femmes et de 55% d'hommes (la parité à 88% est obligatoire dans les statuts). Il y a 3 membres mandatés par une coopérative, 1 membre mandaté par une association, 1 maire mandaté par une communauté de communes et 4 personnes physiques dont 2 salariées.

 **Le collège Acteurs de l'ESS** est composé des personnes physiques ou morales œuvrant sur le territoire du Pays de Rennes pour l'ESS.

 **Le collège Territoires** est composé des collectivités territoriales et des fédérations, unions et réseaux de l'ESS intervenant sur le Pays de Rennes.

Un membre du CA a moins de 30 ans, deux ont entre 30 et 40 ans, trois ont entre 40 et 50 ans, et trois ont plus de 50 ans.

Le Conseil d'administration s'est réuni 5 fois au cours de l'année 2013 (janvier, février, avril, octobre et décembre).

Il y a eu deux Conseils de coopération (instance de réflexion et de prospective ouverte à tous les membres) avec entre 10 et 15 participants à chacune des rencontres.

Jean-René Marsac, Député d'Ille-et-Vilaine

Intervenant lors de notre AG 2013



MEMBRES DE RÉSO SOLIDAIRE 2013 (AU 30 DÉCEMBRE)

PERSONNES MORALES

ASFAD M'TIMOUN
ASSOCIATION EMPLOIS FAMILIAUX
ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE
ARTISANS DU MONDE
AUBEPINE
BRIN DE SOLEIL
CERISE
CEZAM ILLE ET VILAINE
CIGALES DE BRETAGNE
CIVAM 35
COOP DE CONSTRUCTION
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VAL D'ILLE
COMPAGNONS BATISSEURS BRETAGNE
COVOITURAGE +
CRIDEV
DOMI' SERVICES
EISENIA
ELAN BATISSEUR
ELAN CREATEUR
ENERCOOP BRETAGNE

ET SI ON SE PARLAIT
FAMILLES RURALES 35
LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT 35
LA MAISON DES SQUARES
LA MAISON EN VILLE
LA PUZZLE COMPAGNIE
LES AMITIES SOCIALES
L'ESSOR
MAIF
OXALIS
PARASOL
PAYSAGES SERVICES
QUESTIONS D'EGALITE
RECIT BRETAGNE
SAINT GILLES SOLIDARITE
SCARABEE BIOCOOP
START'AIR
UNA 35
VERT LE JARDIN

PERSONNES PHYSIQUES

BABUIN Stéphanie
BOUCHET Valérie
CANCE Marjorie
DAVENET Guylaine
DE WAILLY Claire
DUMORTIER Jean
DUVAL Elodie
GAUTIER Guillaume
HACHE Annaïg
JAN Pierre-Yves
LE GALL Gaëlle
MALANDAIN Eugénie

MANCEL Floriane
PILLET Antoine
POLES Laurent
PRIEUR Laurent
REYNAUD Annie
ROISILLE Nathalie
ROPART Clélie
ROUAULT-GOALEC Rozenn
ROUSSET Emmanuelle
SIMON Nathanaël
TESSENS Amélie
VIVIER Elsa

LEXIQUE

ADIE : Association pour le droit à l'initiative économique

BGE : anciennement « Boutique de Gestion »

CAE : Coopérative d'activités et d'emploi

CCI : Chambre de commerce et d'industrie

CJS : Coopérative jeunesse de services

CRESS : Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire

CRIJ : Centre régional d'information jeunesse

CUCS : Contrat Urbain de cohésion sociale

DLA : Dispositif local d'accompagnement

ESS : Economie sociale et solidaire

GEDES 35 : Groupement d'employeurs de l'économie sociale

MEIF : Maison pour l'emploi, l'insertion et la formation

SCIC : Société coopérative d'intérêt collectif

SCOP : Société coopérative et participative

SIEG : Service d'intérêt économique général

URSCOP : Union régionale des SCOP

SALARIES 2014



Elodie DUVAL
Coordination technique et gestion de la structure - Réso solidaire (fonction ponctuelle)
Chargée de l'animation et de la communication du pôle ESS
e.duval@resosolidaire.org
02 99 26 34 60 / 06 32 68 21 23



Gwenael HERVE
Chargé de mission sur le Dispositif Local d'Accompagnement
dla@resosolidaire.org
02 99 26 34 60 / 06 37 61 66 26



En stage (Master 2 analyse de projets)
Odeline MARSAX
DLA, le suivi post-accompagnement
o.marsaux@resosolidaire.org
02 99 26 34 60



Nevenka KRIZIC
Chargé de mission Europe, projet « Impact&ValuESS »
n.krizic@resosolidaire.org
02 99 26 34 60 / 06 11 65 81 46



Gwenn BROUDIC - GEDES35
Assistante (présente le lundi)
assistante@resosolidaire.org



Nicolas LEFEBURE – GEDES35
Comptable



Virginie BUSCA
Facilitatrice clauses sociales
v.busca@meif-bassinrennes.fr
02 99 86 61 86 / 06 85 79 37 52



Hervé BALAN
Facilitateur clauses sociales
h.balan@meif-bassinrennes.fr
02 99 86 61 20

Séverine LE CAM
Facilitatrice clauses sociales
02 99 86 61 88 – 06 87 60 47 59
s.lecam@agglo-rennesmetropole.fr

PARTENAIRES



Pôle de développement de l'économie
sociale et solidaire du Pays de Rennes



Pôle de développement de l'économie
sociale et solidaire du Pays de Rennes

Maison de l'économie sociale et solidaire - 15 rue Martenot - 35000 RENNES



reso@resosolidaire.org



02 99 26 34 60



www.resosolidaire.org